



# CIRCULAIRE N° 125 /MINFI/DGD du 21 MARS 2024

Précisant les modalités d'application des dispositions douanières de la loi N° 2023/019 du 19 décembre 2023 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2024

La présente Circulaire précise les modalités d'application des dispositions douanières de la Loi N° 2023/019 du 19 décembre 2023 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2024. Elle s'inscrit en droite ligne des dispositions de la Circulaire du Président de la République N° 2023/001 du 30 août 2023 relative à la préparation du budget de l'Etat pour l'exercice 2024 et de la Circulaire du Ministre des Finances N° 00000026/C/MINFI du 29 décembre 2023 portant instructions relatives à l'exécution des lois de finances, au suivi et au contrôle de l'exécution du budget de l'Etat et des autres entités publiques pour l'exercice 2024.

Elle intervient dans un contexte de consolidation budgétaire marqué par la persistance des effets conjugués de certains facteurs endogènes et exogènes sur les échanges internationaux, notamment :

- les perturbations de la chaîne logistique et des flux d'échanges commerciaux transfrontaliers du fait des relents de la crise sanitaire du Covid-19, de la crise russo-ukrainienne et des tensions israélo-palestiniennes ;
- le maintien à un niveau élevé du coût du fret maritime et du cours des produits pétroliers et leurs répercussions sur la chaîne logistique mondiale ;
- l'accroissement des dépenses fiscales du fait de la mise en œuvre de l'Accord de Partenariat Economique (APE) avec l'Union européenne et le Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord ainsi que de la Zone de Libre- Echange Continentale Africaine (ZLECAf) d'une part, et du volume des exonérations consenties aux entreprises agréées au régime des incitations à l'investissement privé prévu par la loi n° 2013/004 du 18 avril 2013 d'autre part ;

- la baisse de certaines importations en raison de la mise en œuvre de la politique d'import-substitution par le Gouvernement, avec pour corollaire l'industrialisation progressive du Cameroun.

Sous ce rapport, lesdites mesures douanières nouvelles qui découlent également des recommandations du Parlement lors du Débat d'Orientation Budgétaire de la Session de juin 2023 et des concertations avec les partenaires privés et institutionnels de l'Administration des Douanes, traduisent la volonté des pouvoirs publics de mettre sur pied une politique douanière appropriée, susceptible d'engendrer une véritable transformation structurelle de l'économie tout en préservant une mobilisation optimale des ressources douanières en vue du financement du budget de l'Etat et des Collectivités Territoriales Décentralisées. A ce titre, lesdites mesures s'articulent autour des objectifs principaux ci-après :

- le soutien à l'économie et la poursuite de l'implémentation de la politique d'import-substitution, en lien avec l'élargissement de l'assiette fiscale (I);
- l'amélioration du climat social et de l'environnement des affaires (II) ;
- la lutte contre la fraude douanière et les trafics illicites (III).

Sous ce prisme, les mesures douanières susvisées doivent-elles être mises en œuvre ainsi qu'il suit :

#### **I- DES MESURES DE SOUTIEN A L'ECONOMIE, DE POURSUITE DE L'IMPLEMENTATION DE LA POLITIQUE D'IMPORT-SUBSTITUTION ET D'ELARGISSEMENT DE L'ASSIETTE FISCALE**

Au titre de la relance économique, de la satisfaction de la double exigence de mobilisation des ressources budgétaires et de promotion du *made in Cameroon* qui induit la substitution graduelle des importations par les produits fabriqués localement, la loi de finances pour l'exercice 2024 consacre deux catégories de mesures douanières nouvelles. Celles-ci se rapportent aux exonérations des droits et taxes de douane en faveur de certains biens nécessaires à l'accroissement de la production nationale d'une part et au relèvement de la taxation pour inverser le recours aux importations et la valorisation de certaines exportations d'autre part.

##### **I. 1. Mesures d'exonération des droits et taxes de douane à l'importation**

Deux articles de ladite loi de finances consacrent des exonérations des droits et taxes de douane. L'un vise le soutien à certains secteurs prioritaires en vue d'améliorer les conditions de vie des populations et l'autre le renforcement des capacités industrielles du pays.

#### A- Dispositions de l'Article Cinquième relatives à la promotion de la santé, de la production de l'eau potable et des énergies renouvelables

Dans le sillage des mesures visant à booster l'industrialisation du Cameroun et l'accroissement de la production nationale de biens, la loi de finances pour l'exercice 2024 prévoit d'importantes exonérations en faveur des biens destinés au relèvement des secteurs prioritaires de la santé, de l'eau potable, des énergies renouvelables et en fixe les modalités.

##### **1- Les biens concernés par l'exonération des droits et taxes de douane**

Les biens visés par l'exonération des droits et taxes de douane prévue à cet article sont ceux repris ci-dessous :

- les équipements, matériels et leurs accessoires spécialisés, destinés aux différentes étapes de production de tout type d'eau potable, afin de garantir un accès facile de cette denrée vitale aux populations ;
- les équipements, matériels et leurs accessoires spécialisés destinés à la production des énergies renouvelables (solaire, éolienne et biomasse), afin de diversifier l'offre énergétique en faveur des populations et entreprises installées en zones rurales ou péri-urbaines d'une part, et lutter contre le déficit énergétique d'autre part;
- les équipements et appareils médicaux, y compris leurs accessoires, en vue de la poursuite de la politique d'amélioration de l'offre locale en soins de santé par le relèvement du plateau technique des formations hospitalières, afin de limiter les évacuations sanitaires notamment ;
- les équipements, matériels et leurs accessoires spécialisés destinés à l'élevage, à la pêche et au développement de la pisciculture, afin de résorber le déficit du Cameroun en poissons et inverser la courbe des importations desdits produits.

La liste énumérative des biens concernés fait l'objet d'une circulaire spécifique du Ministre des Finances après concertation avec les corporations et les administrations publiques concernées. Ainsi, seuls les biens qui y sont nommément repris bénéficient de ladite exonération.

*A contrario*, lorsqu'un bien destiné prioritairement auxdits secteurs ne figure pas dans la circulaire concernée, il ne peut être éligible à ladite exonération que sur la base d'une autorisation exceptionnelle du Ministre des Finances accordée consécutivement à une demande du Ministre duquel relève ledit secteur.

## **2- Durée de l'exonération**

Ladite exonération est prévue pour une période de vingt-quatre (24) mois, allant du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2025.

Au terme de cette date, elle est automatiquement caduque sans nécessité d'un texte nouveau confirmant son abrogation. Aussi, les importateurs devront-ils prendre des mesures appropriées afin que les marchandises éligibles à ladite exonération soient importées dans cet intervalle de temps, la clause transitoire ne pouvant s'appliquer en l'espèce au-delà de la période de validité susvisée.

## **3- Conditions du bénéfice de l'exonération des droits et taxes de douane**

Le bénéfice de l'exonération visée ci-dessus est subordonné à la réunion des exigences ci-après :

- L'importation s'inscrit en respect des formalités relatives au programme de vérification des importations, notamment la levée d'une déclaration d'importation et la production du rapport sur la valeur et le classement tarifaire, le cas échéant ;
- le bien importé concerné ne doit pas être fabriqué localement., sauf production d'une attestation de carence délivrée par le Ministère du Commerce, le cas échéant ;
- le bien importé concerné doit être nommément repris dans la circulaire spécifique du Ministre des Finances, ou bénéficier d'une exonération exceptionnelle dudit Ministre accordé consécutivement à la demande du Ministre technique lorsque celui-ci n'y figure pas ;
- un engagement de l'importateur qui sollicite l'exonération, à répercuter l'effet de ladite exonération au consommateur final par une réduction du prix de vente, en cas de revente commerciale. Dans ce cas, l'importateur devra joindre à sa demande la soumission remplie sur le formulaire en annexe de la présente circulaire. En cas de non-respect dudit engagement, l'Administration est fondée, conformément aux dispositions de l'article 333 du Code des Douanes CEMAC, à procéder à la récupération des droits et taxes de douane exonérés lors de l'importation, sans préjudice des autres sanctions applicables en cas de détournement de destination privilégiée.

En tout état de cause, la personne qui entreprend de réexporter les biens qui ont bénéficié de ladite exonération lors de leur importation au Cameroun est tenue de procéder au paiement préalable de la totalité ou de la fraction des droits et taxes de douane non liquidés à l'entrée.

## **B- Dispositions de l'Article Sixième relatives au soutien à l'industrie automobile**

Au regard de l'augmentation sans cesse croissante du volume des importations des véhicules et afin d'inverser la courbe de sortie des devises dans le cadre de la promotion de la politique de l'import-substitution, la loi de finances pour l'exercice 2024 consacre un abattement de 50% sur la valeur imposable des parties et pièces de véhicules importées par les entreprises de fabrication et de montage automobile.

### **1- Marchandises concernées**

Sont concernées, les parties et pièces non fabriquées localement, destinées au montage et à la fabrication locale des véhicules, figurant dans la liste prévisionnelle annexée à la convention entre la société de fabrication et de montage concernée et l'Administration des Douanes.

La convention susvisée doit en outre comporter le taux de rendement ou les ratios indiquant les mécanismes de comptabilisation et de compensation à l'identique ou à l'équivalent desdites parties et pièces au regard de leurs utilisations respectives lors de la fabrication ou du montage des véhicules. Ainsi, cette mesure vise à booster le développement de l'industrie automobile au Cameroun.

### **2- Conditions d'éligibilité**

Pour bénéficier dudit abattement, le requérant doit remplir trois principales exigences cumulatives:

- être une entreprise de fabrication ou de montage de véhicules installée au Cameroun et justifiant des autorisations administratives requises (Ministères en charge du Transport et du Commerce);
- présenter un projet d'investissement pour le montage ou la fabrication des véhicules au Cameroun;
- signer une convention avec l'Administration des Douanes par laquelle il s'engage à répercuter les effets dudit abattement aux consommateurs par réduction à due concurrence dans le prix de vente et à respecter les engagements découlant dudit projet. Il reste entendu qu'en non-exécution dudit projet, le bénéficiaire s'expose à la récupération des droits et taxes de douane exonérés lors des importations.

### 3- Durée

Ledit abattement est valable pour une période de 10 ans, allant du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 31 décembre 2033.

#### I. 2. Mesures de relèvement de la taxation à la porte

Elles concernent aussi bien l'importation que l'exportation.

#### C- Dispositions de l'Article Septième relatives à la soumission de certaines marchandises aux droits d'accises à l'importation

La loi de finances susvisée consacre le relèvement de la taxation sur certains biens importés à offre locale abondante ou dits de luxe, à travers leur soumission aux droits d'accises *ad valorem*. A ce titre, les biens importés ci-après seront soumis auxdits droits d'accises ainsi qu'il suit :

Taux	Désignation	Tarif douanier
5 %	Produits à base de céréales (corn flakes par exemple) et préparations alimentaires obtenues à partir de flocons de céréales	1904.10.00.000 et 1904.20.00.000
12,5 %	Huiles végétales raffinées	1507.90.00.000 1508.90.00.000 1509. 1510.90.00.000 1511.90.00.000 1512.19.00.000 1512.29.00.000 1513.19.00.000 1513.29.00.000 1514.19.00.000 1514.99.00.000 1515.19.00.000 1515.29.00.000 1515.30.00.000 1515.50.00.000 1515.90.00.000 1516.20.00.000

	Cacao en fève y compris celui destiné à être utilisé comme matière première	1801.
	Charcuteries industrielles à l'exclusion du foie gras qui est déjà soumis à un droit d'accises au taux de 25 %	1602.20.10.000
	Aliments pour chiens ou chats	2309.10.00.000
	Charbon de bois	4402.
25 %	Cercueils en bois et autres ouvrages en bois	4421.20.00.000 et 4421.99.00.900
	Meubles en métal des types utilisés dans les bureaux	9403.10.00.000
	Meubles en bois des types utilisés dans les cuisines	9403.40.00.000
	Meubles en matière plastique	9403.70.00.000

Toutefois, ceux desdits biens soumis au droit d'accises *ad valorem* à l'importation qui constituent des matières premières ou des intrants peuvent être exonérés dudit impôt dans les cas ci-après, conformément aux dispositions de l'article sixième alinéa 3 de la loi de finances pour l'exercice 2020 et du Point 64 de la Circulaire N° 0000026/C/MINFI du 29 décembre 2023 susvisée :

- Lorsqu'ils sont utilisés pour la fabrication d'autres produits soumis au droit d'accises *ad valorem*. A ce titre, le requérant devra produire une attestation d'exonération délivrée par la Direction Générale des Impôts, ou figurer sur la liste des entreprises éligibles à ladite exonération publiée par cette Administration ;
- Lorsqu'ils sont couverts par une attestation de carence délivrée par le Ministère en charge du commerce attestant de l'indisponibilité de ceux-ci sur le marché local, sur la base d'un projet d'investissement pour la fabrication locale du produit concerné présenté par le requérant. L'inexécution du projet d'investissement ayant motivé la délivrance de l'attestation de carence induisant l'exonération du droit d'accises dans le délai indiqué qui ne peut excéder cinq (05) ans, entraîne l'annulation de ladite exonération et la récupération du droit d'accises non payé par l'Administration des Douanes, sans préjudice des autres sanctions prévues par la réglementation en vigueur.

#### **D- Dispositions de l'Article Huitième relatives à la taxation du riz à l'importation**

Afin de soutenir la production locale et lutter contre le phénomène de l'utilisation du Cameroun comme simple couloir de transit, la loi de finances pour l'exercice 2024 restaure le taux normal de 20 % du droit commun du droit de douane à l'importation de certains types de riz dits « de luxe », ainsi que la Taxe sur la Valeur Ajoutée conformément aux dispositions de l'article 128 alinéa 6 (b) nouveau du Code Général des Impôts.

A ce titre, sont concernés :

- le riz dit « précuit » (*parboiled rice*) qui se classe à la sous-position tarifaire 1006.30.90.200 ;
- le riz dit « parfumé » qui se classe à la sous-position 1006.30.90.300.

Toutefois, les autres riz de grande consommation qui se classent aux sous-positions 1006.10.10.000 à 1006.40.00.000, demeurent éligibles au droit de douane à l'importation au taux réduit de 5% prévu à l'article deuxième de la loi de finances pour l'exercice 2017.

La sous-position tarifaire 1006.30 ayant été configurée par défaut en droit commun dans le Système Informatique CAMCIS, il incombe à toute personne qui importe le riz non parfumé et non précuit mais qui se classe à une sous-position tarifaire comportant la racine de ladite sous-position tarifaire pour solliciter le code additionnel permettant de bénéficier de la taxation au taux réduit de 5%.

Il reste entendu qu'en cas de réexportation de ces riz de grande consommation, le différentiel du droit de douane à l'importation de 15 % est préalablement acquitté, conformément aux dispositions de l'article cinquième alinéa 2 de la loi de finances pour l'exercice 2020.

#### **E- Dispositions de l'Article Neuvième relatives à la taxation du bois à l'exportation**

Dans le *continuum* des actions entreprises depuis la loi de finances pour l'exercice 2017 en vue d'accroître le niveau de transformation locale du bois avant exportation, la loi de finances pour l'exercice 2024 procède à un nouveau relèvement du taux du droit de sortie applicable aux bois exportés sous forme de grumes et assimilés. Ainsi, le taux dudit droit de sortie qui était fixé à 60 % de la valeur FOB du volume de l'essence par l'article dixième alinéa 1 (c) de la loi de finances pour l'exercice 2023, passe à 75 % à la faveur de l'article neuvième de la loi de finances pour l'exercice 2024.



Toutefois, en guise de prime aux entreprises installées dans les points francs industriels qui réalisent des investissements en vue de la transformation du bois sur le sol camerounais, le taux du droit de sortie pour les bois en grumes et assimilés qui y sont acheminés demeure fixé à 60 % de la valeur FOB des essences concernées.

## **II- DES MESURES RELATIVES A L'AMELIORATION DU CLIMAT SOCIAL ET DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES**

Dans un souci de renforcement des droits des contribuables, les articles dixième et douzième de la loi de finances pour l'exercice 2024 apportent, en réponse aux préoccupations formulées par certains groupements professionnels, des clarifications juridiques à certaines problématiques douanières restées ambiguës et relevant jusque-là des interprétations doctrinales.

### **A- Dispositions de l'Article Dixième relatives aux modalités de prescription en matière douanière**

Dans une démarche de clarification, ledit article rappelle que le délai de prescription fixé par les articles 398 et 399 du Code des Douanes CEMAC, pour le contrôle des déclarations de mise à la consommation et des déclarations en détail d'apurement des soumissions d'enlèvement direct et des déclarations d'admission des marchandises en régimes suspensif et/ou économique, est de trois ans.

Toutefois, ce délai triennal devient trentenaire lorsque les soumissions d'enlèvement direct et les déclarations d'admission des marchandises en régimes suspensifs et économiques ne sont pas encore apurées.

Par ailleurs, le délai de prescription de trente ans s'applique de façon générale à toutes les opérations douanières relatives au commerce extérieur lorsque l'Administration des Douanes n'a pas été mise en situation de connaître l'existence de sa créance de droits et taxes de douane au moment où ceux-ci auraient dus être payés. Il en est ainsi notamment lorsque le redevable n'a pas levé de déclaration en détail lors de l'introduction du bien sur le territoire national ou lorsqu'il n'a pas procédé à l'apurement des soumissions d'enlèvement direct ou des déclarations en régimes suspensifs ou économiques dans les délais prescrits.

A titre d'illustration, l'entreprise Cameroon Business qui opère dans le secteur des travaux publics importe à partir de la Belgique trois (3) niveleuses, deux (2) pelles excavatrices et un (1) compacteur qui arrivent au Port de Douala le 02 novembre 2019.

Compte tenu de l'urgence liée à la reconstruction d'un pont effondré, le Service lui octroie la facilité d'enlèvement direct pour l'ensemble desdits engins, valable pour une période de 30 jours. Après validation des soumissions d'enlèvement direct le 05 novembre 2019, cette dernière procède, sur autorisation du Service, à l'apurement des deux pelles excavatrices par la levée d'une déclaration d'admission temporaire spéciale le 10 novembre 2019, assortie de celle de mise à la consommation pour le paiement de la première annuité validée le 11 novembre de la même année. Elle omet cependant de lever d'autres déclarations de mise à la consommation pour l'acquittement des annuités suivantes.

Par contre, elle apure les niveleuses destinées à une revente à un partenaire le 04 décembre 2019 par le régime de la mise à la consommation directe et acquitte les droits et taxes de douane y afférents. Elle oublie cependant d'apurer le compacteur qui demeure en enlèvement direct.

Par ailleurs, elle importe également en contrebande du Nigéria trois (trois) bulldozers introduits au Cameroun dans la nuit du 11 décembre 2019. Par imprudence, elle enregistre dans sa comptabilité les recettes liées aux prestations de location d'engins effectuées par lesdits bulldozers pourtant non déclarés en douane lors du franchissement des frontières.

Le 30 novembre 2023, ladite entreprise est suivant un ordre de mission du Directeur Général des Douanes, mise en contrôle *a posteriori*. Dans ce cas, quels sont les délais de prescription respectifs applicables pour les différentes déclarations en douane et soumissions d'enlèvement direct susvisées?

S'agissant des excavatrices, la prescription est acquise pour la déclaration de mise à la consommation de paiement de la première annuité validée le 10 novembre 2019, le délai de trois ans étant expiré. Par contre, nonobstant le dépassement de ce délai de trois ans, la déclaration de mise en admission temporaire validée le 11 novembre 2019, non apurée totalement au terme de la période de trois ans, reste soumise audit contrôle, sa prescription étant devenue trentenaire.

Pour les niveleuses apurées par la mise à la consommation directe le 04 décembre 2019, la prescription est acquise, le délai de trois ans étant écoulé à la date de signature de l'ordre de mission.

Pour le compacteur resté sous le couvert de l'enlèvement direct depuis le 05 novembre 2019, le contrôle reste valable malgré l'expiration du délai de trois ans, dans la mesure où la soumission d'enlèvement direct n'a pas été apurée dans le délai de 30 jours prescrit par une déclaration en douane assignant un régime douanier audit engin. La prescription étant devenue trentenaire du fait de ce non-apurement, la soumission d'enlèvement direct concernée restera soumise à tous les contrôles douaniers tant qu'elle n'aura pas été régularisée, dans la limite de trente ans.

En ce qui concerne les bulldozers introduits en contrebande depuis le 11 décembre 2019, la mission de contrôle commise par le Directeur Général des Douanes le 30 novembre 2023 est habilitée à connaître de ladite opération, bien que le délai de trois ans soit expiré, l'entrée frauduleuse au Cameroun n'ayant pas permis à l'Administration des Douanes d'être informée de l'existence de son droit d'imposition. En tout état de cause, la prescription est de trente ans pour les actes de contrebande.

#### **B- Dispositions de l'Article onzième relatives aux renseignements sur les titres de transport**

Pour limiter les multiples « modifications de manifestes » à l'arrivée des marchandises, ledit article, en droite ligne des dispositions des articles 117, 122 et 124 du Code des Douanes CEMAC, oblige dorénavant les compagnies maritimes, les consignataires, les transporteurs terrestres et les commandants et conducteurs de navires, d'aéronefs et de tout autre moyen de transport, à indiquer, sur les titres de transport qu'ils déposent auprès des bureaux des douanes, les informations suivantes :

- les noms commerciaux et l'espèce tarifaire des marchandises qu'ils transportent ;
- et l'année de première mise en circulation lorsqu'il s'agit des véhicules.

A ce titre, ces derniers sont tenus de solliciter lesdites informations des expéditeurs des marchandises à destination du Cameroun qui leur sont confiées. En conséquence, l'inexactitude des énonciations fournies par les expéditeurs de marchandises n'incombe pas aux transporteurs susvisés.

En tout état de cause, l'absence desdites informations sur les titres de transport déposés auprès des bureaux de douane est assimilée à une omission d'inscription aux répertoires et réputée contravention de deuxième classe. Dans ce cas, les peines prévues à l'article 465 du Code des Douanes CEMAC s'appliquent, sans préjudice des autres sanctions administratives le cas échéant.

**C- Dispositions de l'Article douzième relatives au taux de conversion applicable lors de l'apurement des enlèvements directs**

Ledit article tranche définitivement la problématique du taux de conversion applicable au moment de la validation des déclarations d'apurement des soumissions d'enlèvement direct qui faisaient l'objet de multiples controverses.

En effet, il précise que lors de l'apurement des soumissions d'enlèvement direct, le taux de conversion de devises applicable pour les déclarations en détail de mise à la consommation demeure le même que celui utilisé lors du bénéfice de ladite facilité. Peu importe si le taux de conversion ait fluctué positivement ou négativement.

Dès lors, lorsque le taux de conversion de la monnaie étrangère utilisée pour la soumission d'enlèvement aura changé au moment de la validation de sa déclaration en détail de mise à la consommation d'apurement, il appartiendra à l'opérateur économique de prendre les dispositions pour arrimer directement ladite déclaration au taux de conversion en vigueur au moment de l'enregistrement de ladite soumission d'enlèvement direct. En cas de difficulté d'administration, le concerné pourra saisir la Division Informatique de la Direction Générale des Douanes.

### **III- DES MESURES RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE DOUANIERE ET AUX TRAFICS ILLICITES**

Au regard de l'ingénierie de fraude sans cesse innovante, la loi de finances pour l'exercice 2024 fixe de nouvelles règles en matière de contrôles douaniers.

#### **A- Dispositions de l'Article Treizième relatives à la justification de l'origine des devises et de la situation fiscale de leur détenteur lors du franchissement des frontières**

Afin d'encourager la bancarisation, l'utilisation des moyens électroniques de paiement et de lutter contre les sorties frauduleuses de fonds et en droite ligne des dispositions de l'article 78 du Règlement n° 02/18/CEMEC/UMAC/CM du 21 décembre 2018 portant réglementation des changes dans la CEMAC, ledit article oblige désormais les personnes physiques qui franchissent les frontières, dans les deux sens, à déclarer aux services des douanes compétents, les sommes en espèces, d'un montant supérieur à cinq millions de F CFA, devises et Francs CFA confondus. Aussi, lorsque les fonds supérieurs à un montant de 5 millions F CFA et devises confondus sont retrouvés dans les bagages ou sur un voyageur qui ne les a pas déclarés, lesdits fonds sont saisis et les sanctions appliquées conformément à la réglementation en vigueur.

En outre, lesdites personnes doivent détenir, à l'appui de leurs déclarations, les justificatifs de l'origine licite desdits fonds. A cet égard, les pièces justificatives de l'origine des revenus du voyageur, de ses capacités productives, de ses placements financiers, de l'ordre de mission ou du mandat à lui assigné, peuvent être produites. Aussi, les pièces ci-après pourront, de façon non exhaustive et non cumulative, être présentées à l'appui de la déclaration de fonds concernés :

- les bulletins de paie ;
- les actes de vente de biens meubles ou d'immeubles ayant généré les ressources concernées;
- les actes générateurs de revenus occasionnels et provenant des gains spontanés;
- les contrats de travail ou tout acte en tenant lieu ;
- les ordres de mission assortis de leur liquidation ;
- les déclarations mensuelles d'impôts et taxes, etc.

En tout état de cause, lorsque les détenteurs desdits fonds ne peuvent produire les pièces justificatives probantes de l'origine licite des fonds, ceux-ci sont saisis par les services des douanes compétents sur la base d'un procès-verbal de saisie. Un projet de décision de confiscation est aussitôt préparé par les agents verbalisateurs et acheminé au Ministre des Finances par voie hiérarchique, accompagné du procès-verbal dressé à cet effet.

Après signature de la décision de confiscation par le Ministre des Finances, les fonds confisqués sont versés à la Banque centrale, après déduction d'office des amendes infligées par l'Administration des Douanes.

Toutefois, l'amende n'est pas appliquée lorsque le voyageur a procédé à la déclaration des devises qu'il détient et n'a pas pu justifier de leur origine licite. Dans ce cas, les fonds saisis sont intégralement reversés à la Banque centrale sans prélèvement d'une quelconque amende.

#### **B- Dispositions de l'Article Quatorzième relatives à l'organisation des contrôles mixtes**

Au regard de la diversification sans cesse croissante des champs d'intervention de la douane et tenant compte de la particularité de certains secteurs d'activités, ledit article habilite l'Administration des Douanes à organiser des contrôles mixtes avec d'autres administrations et entités publiques, lorsque les aspects à vérifier exigent des compétences techniques spécifiques.

Ces contrôles mixtes se démarquent ainsi des dispositions de l'article septième de la loi de finances pour l'exercice 2021 qui habilite l'Administration des Douanes à s'attacher les services des experts des administrations publiques, des organisations internationales ou des personnes indépendantes dont l'expertise est avérée lorsqu'un contrôle douanier *a posteriori* requiert des connaissances spécifiques.

Au-delà de la quête de performance, cette catégorie de contrôles sont de nature à limiter les superpositions des contrôles des administrations publiques et renforcer le civisme fiscal des opérateurs économiques.

En tout état de cause, l'ordre de mission prescrivant lesdits contrôles mixtes doit être signé conjointement du Directeur Général des Douanes et du Dirigeant de l'Administration concernée, consécutivement aux termes de référence arrêtés d'accord-parties, mentionner les noms et grades des agents désignés à cet effet, ainsi que la période et la durée de contrôle.



Lorsque lesdits contrôles mixtes aboutissent à des amendes douanières, les personnels des autres administrations et entités associés aux contrôles mixtes concernés bénéficient également, en qualité d'intervenant, des rétributions lors de la répartition du produit du contentieux, amendes et confiscations conformément à la réglementation en vigueur.

#### IV- DES DISPOSITIONS FINALES

La présente Circulaire prend effet pour compter du 01<sup>er</sup> janvier 2024 et toute difficulté rencontrée dans sa mise en œuvre devra m'être rapportée.

LE DIRECTEUR GENERAL DES DOUANES, 

#### Ampliations :

- MINFI (ATCR)
- Chefs de Division
- Chefs de Secteur
- SGS/GUCE/CNCC/PAD/PAK/RTC
- GECAM/MECAM/SYNDUSTRICAM/CCIMA/GEX
- GEDAC/Syndicats CDA/ASAC
- AMCHAM/ EUROCHAM- UCCAM- GPAC
- Affichage/Chronos/Archives.



## ANNEXE 2

Valeurs résiduelles applicables au cours de l'exercice 2024 aux véhicules non cotés à l'Argus Automobile, en application des dispositions combinées de l'article huitième de la loi de finances pour l'exercice 2022, de sa circulaire n° 007/MINFI/DGD du 11 janvier 2022 et de l'Acte 3/87-cd-1323 du 14 juillet 1987 modifiant l'Acte 20/86-CD-1323 du 15 décembre 1986 fixant les modes d'évaluation des véhicules automobiles en cours d'usage mis à la consommation sur le territoire douanier

### A- Pour les véhicules

#### 1- VEHICULES DE TOURISME

Cylindrées	Types et carrosseries	Années	Valeurs résiduelles (FOB)
0 – 1500 cm <sup>3</sup>	5 places (Sedan, Break, Verso, Monospace, etc.)	0 – 2000	400 000
		2001 - 2003	524 000
		2004 - 2005	600 000
1501 – 2000 cm <sup>3</sup>	5 places (Sedan, Break, Verso, Monospace, etc.)	0 – 2000	600 000
		2001 - 2003	636 000
		2004 - 2005	700 000
2001 – 2500 cm <sup>3</sup>	5 places (Sedan, Break, Verso, Monospace, etc.)	0 – 2000	900 000
		2001 - 2003	1 050 000
		2004 - 2005	1 150 000
Plus de 2500 cm <sup>3</sup>	5 places (Sedan, Break, Verso, Monospace, etc.)	0 – 2000	1 200 000
		2001 - 2003	1 350 000
		2004 - 2005	1 450 000
0 – 2000 cm <sup>3</sup>	6 à 7 places (Monospace, multiplace, etc.)	0 – 2000	656 000
		2001 - 2003	750 000
		2004 - 2005	850 000
Plus de 2000 cm <sup>3</sup>	6 à 7 places (Monospace, multiplace, etc.)	0 – 2000	1 050 000
		2001 - 2003	1 200 000
		2004 - 2005	1 300 000
0 – 2000 cm <sup>3</sup>	SUV de ville (4X2)	0 – 2000	1 050 000
		2001 - 2003	1 200 000
		2004 - 2005	1 300 000
2001 – 3000 cm <sup>3</sup>	SUV de ville (4X2)	0 – 2000	1 350 000
		2001 - 2003	1 800 000
		2004 - 2005	1 900 000
Plus de 3000 cm <sup>3</sup>	SUV de ville (4X2)	0 – 2000	1 500 000
		2001 - 2003	1 700 000
		2004 - 2005	2 000 000
0 – 2000 cm <sup>3</sup>	Minibus de 6 à 9 places	0 – 2000	1 000 000





		2001 - 2003	1 350 000
		2004 - 2005	1 450 000
2001 - 3000 cm <sup>3</sup>	Minibus de 6 à 9 places	0 - 2000	1 100 000
		2001 - 2003	1 500 000
		2004 - 2005	1 600 000
Plus de 3000 cm <sup>3</sup>	Minibus de 6 à 9 places	0 - 2000	1 700 000
		2001 - 2003	1 800 000
		2004 - 2005	2 000 000

**Fret maritime :**

- Véhicules de type Sedan, Break, Verso, Monospace, Coupé, Cabriolet, Multiplace, etc, à nu : 230 000 FCFA / unité ;
- Véhicules de type SUV à nu : 350 000 FCFA / unité ;
- Véhicules de types *liteace* à nu : 350 000 FCFA / unité ;
- Véhicules conteneurisés en provenance de l'Amérique et de l'Asie : 1000 000 FCFA / conteneur de 40' et 700 000 FCFA / conteneur de 20' (à diviser par le nombre de véhicules mis dans le TC, sans aller en deçà de 250 000 FCFA par véhicule) ;
- Véhicules conteneurisés en provenance de l'Europe : 700 000 FCFA / conteneur de 40' et 600 000 FCFA / conteneur de 20' (à diviser par le nombre de véhicules mis dans le conteneur, sans aller en deçà de 250 000 FCFA par véhicule).

**Fret terrestre :** 200 000 FCFA / unité.

**Observation :** Les marques de véhicules de l'annexe II sont exclues de l'annexe I.

**2- VEHICULES DE TOURISME A TRAITEMENTS SPECIAUX**

GROUPE A			Années	Valeurs résiduelles (FOB)	Observations
MERCEDES, BMW, AUDI, VOLKSWAGEN	Classe A & B, SERIE 1 à 3 A1 à A6 GOLF, PASSAT,	BREAK & SEDAN	0 - 2000	700 000	<b>NB :</b> Pour les options 4MOTION et 4MATIC, un montant de 200 000 FCFA sera ajouté à la valeur FOB
			2001 - 2003	1 050 000	
			2004 - 2005	1 200 000	
MERCEDES, BMW, AUDI, VOLKSWAGEN	CLASSE C - E SERIE 3 à 5 A1 à A6 GOLF, PASSAT,	BREAK & SEDAN	0 - 2000	1 050 000	
			2001 - 2003	1 500 000	
			2004 - 2005	1 600 000	
MERCEDES, BMW, AUDI, VOLKSWAGEN, TOYOTA	ML 250 à 400, Q7, X3, X5, TOUAREG, LAND CRUISER V6	4 X 4	0 - 2000	1 750 000	
			2001 - 2003	2 200 000	
			2004 - 2005	2 300 000	

GROUPE B				
AUDI, BMW, JAGUAR, MERCEDES, TOYOTA, VOLKSWAGEN, ETC.	RS4		0 - 2000	1 900 000
	XK8		2001 - 2003	2 500 000
	CL Coupé, ML 500, S 500 LAND CRUISER V8 MULTIVAN ETC.		2004 - 2005	2 700 000

**Fret maritime :**

- Véhicules à nu : **230 000 FCFA / unité ;**
- Véhicules de type SUV à nu : **350 000 FCFA / unité ;**
- Véhicules conteneurisés en provenance de l'Amérique et de l'Asie : **1000 000 FCFA / conteneur de 40'** et **700 000 FCFA / conteneur de 20'** (à diviser par le nombre de véhicules mis dans le conteneur, sans aller en deçà de 250 000 FCFA par véhicule) ;
- Véhicules conteneurisés en provenance d'Europe : **700 000 FCFA / conteneur de 40'** et **600 000 FCFA / conteneur de 20'** (à diviser par le nombre de véhicules mis dans le conteneur, sans aller en deçà de 250 000 FCFA par véhicule).

**Fret terrestre : 200 000 FCFA / unité.**

**Observations :**

- Les véhicules de marque **Mercedes classe G**, les **véhicules de collection** et **ceux du même genre** sont évalués à l'aide des instruments d'évaluation, notamment l'Acte 3/87-CD-1323 du 14 juillet 1987 visé ci-dessus, les sites de cotation et les sites marchands quelle que soit l'année de première mise en circulation ;
- La valeur FOB des sites marchands doit être priorisée pour des véhicules automobiles des types voitures-ambulances, voitures-corbillards, **minibus de camping**, etc.

**3- VEHICULES UTILITAIRES LEGERS**

	Types	Cylindrées	Années	Valeurs résiduelles (FOB)
MITSUBISHI L200, TOYOTA HILUX, NISSAN NAVARA, ISUZU, ETC	MONO CABINE	0 – 2500 cm <sup>3</sup>	0 – 2000	1 350 000
			2001 – 2003	1 600 000
			2004 – 2006	2 000 000
			2007 - 2010	2 500 000
		2501 – 3000 cm <sup>3</sup>	0 – 2000	1 750 000
			2001 – 2003	2 000 000
			2004 – 2006	2 500 000
			2007 - 2010	3 000 000
	XTRA CAB REGULAR CAB	0 – 2500 cm <sup>3</sup>	0 – 2000	1 500 000
			2001 – 2003	1 700 000
			2004 – 2006	2 100 000
			2007 - 2010	2 700 000
2501 – 3000 cm <sup>3</sup>		0 – 2000	1 750 000	
		2001 – 2003	2 500 000	

			2004 - 2006	3 000 000
			2007 - 2010	4 000 000
	DOUBLE CABINE	0 - 2500 cm <sup>3</sup>	0 - 2000	1 500 000
			2001 - 2003	1 650 000
			2004 - 2006	2 200 000
			2007 - 2010	2 700 000
		2501 - 3000 cm <sup>3</sup>	0 - 2000	1 750 000
			2001 - 2003	3 000 000
			2004 - 2006	4 000 000
			2007 - 2010	5 000 000
TOYOTA, MITSUBISHI, NISSAN	DYNA 100 à 300, CANTER, CAB STAR		0 - 2000	1 100 000
			2001 - 2003	1 500 000
			2004 - 2005	1 700 000
	DYNA 350 ET PLUS		0 - 2000	1 400 000
			2001 - 2003	1 600 000
			2004 - 2005	1 900 000
TOYOTA, MITSUBISHI, NISSAN, MERCEDES, ETC	HIACE, SPRINTER, VITO, URBAN, M100, ETC.		0 - 2000	1 200 000
			2001 - 2003	1 300 000
			2004 - 2005	1 400 000

#### Fret maritime :

- Utilitaires de type Pick-up à nu : **350 000 FCFA / unité ;**
- Utilitaires de type Dyna à nu : **500 000 FCFA / unité ;**
- Véhicules de types hiace à nu : **500 000 FCFA / unité ;**
- Utilitaires de type Pick-up et Dyna conteneurisés en provenance d'Amérique et de l'Asie : **1000 000 FCFA / conteneur de 40'** et **700 000 FCFA / conteneur de 20'** (à diviser par le nombre de véhicules mis dans le conteneur, sans aller en deçà de 250 000 FCFA par véhicule) ;
- Utilitaires de type Pick-up et Dyna conteneurisés en provenance d'Europe : **700 000 FCFA / conteneur de 40'** et **600 000 FCFA / conteneur de 20'** (à diviser par le nombre de véhicules mis dans le conteneur, sans aller en deçà de 250 000 FCFA par véhicule).

**Fret terrestre : 200 000 FCFA / unité.**

**Observations :** Les véhicules utilitaires légers d'une cylindrée supérieure à 3000 cm<sup>3</sup> sont évalués à l'aide des instruments d'évaluation, notamment l'Acte 3/87-CD-1323 du 14 juillet 1987 visé ci-dessus, les sites internet de cotation et les sites internet marchands quelle que soit l'année de première mise en circulation.

#### 4- CAMIONS

	De 5 à 9 Tonnes	De 10 à 14 Tonnes	De 15 à 19 Tonnes	De 20 à 25 Tonnes	De 26 à 30 Tonnes	De 31 à 35 Tonnes	De 36 à 40 Tonnes	Plus de 40 Tonnes
2010	3 500 000	4 500 000	5 000 000	5 500 000	6 000 000	6 500 000	7 000 000	7 500 000
2008-2009	3 000 000	4 000 000	4 500 000	5 000 000	5 500 000	6 000 000	6 500 000	7 000 000
2006-2007	2 500 000	3 500 000	4 000 000	4 500 000	5 000 000	5 500 000	6 000 000	6 500 000
2004-2005	2 000 000	3 000 000	3 500 000	4 000 000	4 500 000	5 000 000	5 500 000	6 000 000
2001-2003	1 600 000	2 500 000	3 000 000	3 500 000	4 000 000	4 500 000	5 000 000	5 500 000

1991-2000	1 250 000	2 000 000	2 500 000	3 000 000	3 500 000	4 000 000	4 500 000	5 000 000
0-1990	1 000 000	1 250 000	1 750 000	2 750 000	3 000 000	3 500 000	4 000 000	4 500 000

**Fret maritime** : Camions à nu ou conteneurisés : 1 000 000 FCFA / Unité ;

**Fret terrestre** : 400 000 FCFA / unité

**Observations :**

- La valeur FOB des *camions d'origine chinoise* sera déterminée à partir des sites marchands ;
- La valeur FOB sera déterminée à partir des sites marchands pour les véhicules automobiles à usages spéciaux et autres véhicules de transport de marchandises tels que les *camions-bétonnières*, les *Derricks automobiles pour le sondage ou le forage*, les *voitures épanduses*, les *tombereaux automoteurs*, les *véhicules automobiles*, les *bennes à ordures*, les *camions ampliroll*, les *dépanneuses*, les *hydrocureurs*, les *voitures échelles*, etc. qui assurent eux-mêmes leur propre chargement ;
- La valeur FOB des *UNIMOG* et *TRM*, 4X2 et 4X4 (4 roues) est de 2 500 000 FCFA ;
- La valeur FOB des *UNIMOG* et *TRM*, 6X2 et 6X4 (6 roues) est de 3 000 000 FCFA ;
- Un ajustement de 10% de la valeur FOB sera fait sur les *bennes dites de Travaux Publics* ;
- Un ajustement de 500 000 FCFA doit être effectué sur la valeur FOB des *camions frigorifiques* et les *camions* de 26 tonnes et plus ;
- Un ajustement de 500 000 FCFA doit être effectué sur la valeur FOB des *camions-grue* de moins de 20 tonnes et 1 000 000 FCFA sur ceux de plus de 20 tonnes ;
- Les *TRM 10 000* font l'objet d'évaluation suivant les sites de cotation et les sites marchands quelle que soit l'année de première mise en circulation.

**5- TRACTEURS ROUTIERS**

	De 0 à 17 Tonnes	De 18 à 19 Tonnes	De 20 à 23 Tonnes	De 24 à 25 Tonnes	De 26 à 30 Tonnes	Plus de 30 Tonnes
2010	6 500 000	7 000 000	8 250 000	9 500 000	10 000 000	10 500 000
2008-2009	6 000 000	6 500 000	7 750 000	9 000 000	9 500 000	10 000 000
2006-2007	5 500 000	6 000 000	7 250 000	8 500 000	9 000 000	9 500 000
2004-2005	4 500 000	5 000 000	5 250 000	5 750 000	6 000 000	6 250 000
2001-2003	4 000 000	4 250 000	4 500 000	4 650 000	4 750 000	5 250 000
1996-2000	2 600 000	2 900 000	3 100 000	3 250 000	3 750 000	4 250 000
0-1995	1 500 000	1 750 000	1 800 000	1 900 000	2 000 000	2 500 000

**Fret maritime** : Tracteurs routiers à nu ou conteneurisés : 1 000 000 FCFA / Unité.

**Fret terrestre** : 400 000 FCFA / unité.

**6- REMORQUES ET SEMI-REMORQUES**

Types de carrosseries	Années	Valeurs résiduelles (FOB)
Plateau, Fourgon simple, Parois souple coulissant, Porte conteneur, etc...	0 – 2003	1 000 000
	2004 – 2007	1 600 000
	2008 - 2009	2 000 000
	2010	2 500 000
Fourgon isotherme, Fourgon frigorifique, Benne, etc...	0 – 2003	1 200 000
	2004 – 2007	1 800 000
	2008 - 2009	2 300 000

	2010	2 800 000
Citernes	0 - 2003	2 000 000
	2004 - 2007	3 000 000
	2008 - 2009	5 000 000
	2010	5 500 000

**Fret maritime** : Remorques et semi-remorques à nu ou conteneurisés : 1 000 000 FCFA / Unité.

**Fret terrestre** : 400 000 FCFA / unité.

**Observation** : Un ajustement de 500 000 FCFA sera fait sur la valeur FOB des fourgons frigorifiques et porte-conteneurs.

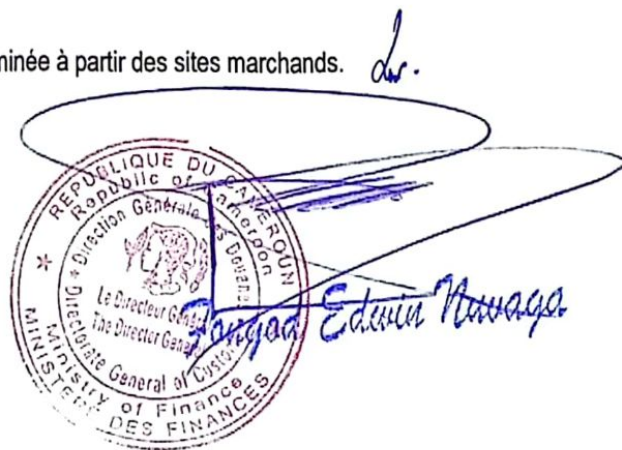
### 7- AUTOBUS ET AUTOCARS

	De 10 à 19 Places	De 20 à 30 Places	De 31 à 50 Places	De 51 à 70 Places	Plus de 70 Places
2010	5 000 000	6 500 000	7 500 000	9 500 000	11 500 000
2007-2009	4 500 000	6 000 000	7 000 000	9 000 000	11 000 000
2002-2006	3 500 000	5 000 000	6 000 000	8 000 000	9 000 000
1993-2001	2 500 000	4 000 000	5 000 000	7 000 000	8 000 000
0-1992	1 500 000	3 000 000	4 000 000	6 000 000	7 000 000

**Fret maritime** : Autobus et autocars routiers à nu ou conteneurisés : 1 000 000 FCFA / Unité.

**Fret terrestre** : 400 000 FCFA / unité.

**Observation** : La valeur FOB des bus d'origine chinoise est déterminée à partir des sites marchands.





**SOUMISSION DOUANIERE**

La Société \_\_\_\_\_ soussignée,

NIU : \_\_\_\_\_ BP \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ E-mail \_\_\_\_\_

Objet social \_\_\_\_\_ RCCM N° \_\_\_\_\_

Représentée par M/Mme \_\_\_\_\_,

S'engage sous les peines de droit vis-à-vis de l'Administration des Douanes, à répercuter au consommateur final, les effets de l'exonération des droits et taxes de douane accordée, conformément aux dispositions des articles cinquième et sixième de la Loi de Finances pour l'exercice 2024, au titre de l'importation des marchandises reprises dans le tableau ci-après :

N°	Désignation des marchandises	Tarif douanier	Prix de vente intégrant les droits et taxes de douane pratiqué avant l'exonération	Prix de vente sans droits et taxes de douane à pratiquer après l'exonération
1				
2				
3				
4				
5				
6				

*(Utiliser un papier séparé pour compléter la liste des marchandises le cas échéant)*

Le non-respect du présent engagement expose l'entreprise à la récupération des droits et taxes de douane non liquidés à l'entrée conformément aux dispositions de l'article 333 du Code des Douanes CEMAC, sans préjudice des autres sanctions prévues par la réglementation en vigueur.

Fait à .....le..... 2024

Pour la société

Pour l'Administration des Douanes

Signature

Cachet

Signature

Cachet



## CIRCULAR N° **125**/MINFI/DGD of **21 MARS 2024**

Specifying the terms of application of the customs provisions of Law No. 2023/019 of December 19, 2023 on the Finance Law of the Republic of Cameroon for the 2024 financial year

This Circular specifies the terms of application of the customs provisions of Law No. 2023/019 of December 19, 2023 on the Finance Law of the Republic of Cameroon for the 2024 financial year. It is in line with the provisions of the Circular of the President of the Republic No. 2023/001 of August 30, 2023 relating to the preparation of the State budget for the 2024 financial year and the Circular of the Minister of Finance No. 00000026/C/MINFI of December 29, 2023 on Instructions relating to the Execution of Finance Laws, the Monitoring and Control of the Execution of the Budgets of the State and other Public Entities for the 2024 financial year.

It is issued in a context of budgetary consolidation marked by the persistence of the combined effects of certain endogenous and exogenous factors on international trade, in particular:

- Disruptions to the supply chain and cross-border trade flows due to the repercussions of the COVID-19 health crisis, the Russian-Ukrainian crisis and Israeli-Palestinian tensions;
- Persistence of a high level of the cost of maritime freight and the price of petroleum products and their repercussions on the global supply chain;
- Increase in tax expenditure due to the implementation of the Economic Partnership Agreements (EPA) with the European Union and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland as well as the African Continental Free Trade Area (AfCFTA) on the one hand, and the mass of exemptions granted to companies approved under the private investment incentive regime provided for by Law No. 2013/004 of April 18, 2013 on the other hand;
- Decrease in certain imports due to the implementation of the import-substitution policy by the Government, with the corollary of the progressive industrialization of Cameroon.

In this regard, the said new customs measures, which also result from the recommendations of Parliament during the Budget Orientation Debate of the June 2023 Session and consultations with the private and institutional partners of the Customs Administration, reflect the will of the public authorities to establish an appropriate customs policy, liable to generate a real structural transformation of the economy, while preserving optimal mobilization of customs resources with a view to financing the State budget and the Decentralized Territorial Communities. As such, these measures are structured around the following main objectives:

- Support for the economy and the continued implementation of the import-substitution policy, linked to the broadening of the tax base (I);
- Improving the social climate and the business environment (II);
- Fight against customs fraud and illicit trade (III).

Under this prism, the above-mentioned customs measures shall be implemented as follows:

**I- MEASURES TO SUPPORT THE ECONOMY AND THE CONTINUED IMPLEMENTATION OF THE IMPORT-SUBSTITUTION POLICY, AS WELL AS THE BROADENING OF THE TAX BASE**

In terms of economic recovery, satisfaction of the dual requirement of mobilizing budgetary resources and promoting "made in Cameroon", which induces the gradual substitution of imports by locally manufactured products, the Finance Law for the 2024 financial year devotes two categories of new customs measures. These relate to exemptions from customs duties and taxes for certain goods necessary to increase national production, on the one hand, and the increase in taxation to reverse the dependence on imports and increase the exportation of certain products, on the other hand.

**I. 1. Measures relating to the exemption of customs duties and taxes on certain imports**

Two Sections of the said Finance Law provide for exemptions from customs duties and taxes. One aims to support certain priority sectors with a view to improving the living conditions of the population and the other aims to strengthen the country's industrial capacity.

**A- Provisions of Section Five relating to the promotion of health, the production of drinking water and renewable energies**

In the continuum of measures aimed at boosting the industrialization of Cameroon and increasing national production of goods, the Finance Law for the 2024 financial year provides for



significant exemptions in favour of goods intended for the recovery of the priority sectors of health, drinking water and renewable energies, and sets the terms and conditions thereof.

### **1- Goods concerned by the exemption of customs duties and taxes**

The goods covered by the exemption from customs duties and taxes, provided for in this Section, are those listed below:

- Equipment, materials and their specialized accessories, intended for the different stages of production of all types of drinking water, in order to improve access to drinking water and guarantee easy access to this vital commodity for the population;
- Equipment, materials and their specialized accessories, intended for the production of renewable energies (solar, wind and biomass), in order to diversify the energy supply for the population and businesses located in rural or peri-urban areas on the one hand, and to fight against the energy deficit, on the other hand;
- Medical equipment and appliances, including their accessories, with a view to pursuing the policy of improving the local healthcare offering by raising the technical level of hospital, in order to limit medical evacuations in particular;
- Equipment, materials and their specialized accessories, intended for livestock breeding, fishing and the development of fish farming, in order to absorb Cameroon's deficit in fish and reverse the curve of imports of the said products.

The enumerative list of the goods concerned shall be the subject of a specific circular from the Minister of Finance after consultation with the sectors and public administrations concerned. Thus, only the goods specifically listed shall benefit from the said exemption.

*Conversely*, when an asset intended primarily for said sectors does not appear in the circular concerned, it can only be eligible for the said exemption on the basis of an exceptional authorization from the Minister of Finance, granted following a request from the Minister in charge of the said sector.

### **2- Duration of the exemption**

The aforementioned exemption is provided for a period of twenty-four (24) months, from January 1, 2024 to December 31, 2025.

At the end of this period, it shall automatically expire without the need for a new text confirming its repeal. Therefore, importers should take appropriate measures so that the goods

eligible for said exemption are imported within this time interval, the transitional clause not being applicable in this case beyond the aforementioned period of validity

### **3- Conditions for benefiting from exemption of customs duties and taxes**

Benefit of the exemption referred to above shall be subject to meeting the following requirements.

- The importation takes place in compliance with the formalities relating to the import verification program, in particular the establishment of an import declaration and the production of the report on valuation and tariff classification, if applicable;
- The imported goods concerned must not be manufactured locally, unless a certificate of deficiency issued by the Ministry of Trade is produced, where applicable;
- The imported goods concerned must be specifically listed in the applicable circular from the Minister of Finance, or benefit from an exceptional exemption from the said Minister granted subsequently, further to a request for specific exemption submitted by the Technical Minister concerned, when they are not included therein;
- A commitment from the importer who requests the exemption, to pass on the effects of the exemption to the final consumer, by a reduction in the selling price, in the event of commercial resale. In this case, the importer shall attach to his request the undertaking completed on the standard form annexed to this circular. In the event of non-compliance with said commitment, the Administration shall be entitled, in accordance with the provisions of Article 333 of the CEMAC Customs Code, to recover the customs duties and taxes exempted upon importation, without prejudice to the other sanctions applicable in the event of diversion from the indicated use.

In any case, the person who undertakes to re-export goods which have benefited from the said exemption upon their importation into Cameroon shall be required to make the prior payment of all or the fraction of the customs duties and taxes not initially paid at the time of their importation into Cameroon.

### **B- Provisions of Section Six relating to support for the automobile industry**

In view of the ever-increasing volume of vehicle imports and in order to reverse the currency outflow curve as part of the promotion of the import-substitution policy, the Finance Law for the 2024 financial year provides for a 50% reduction on the taxable value of parts and accessories of vehicles, imported by automobile manufacturing and assembly companies.



## **1- Goods concerned**

This concerns parts and accessories not manufactured locally, intended for the assembly and local manufacture of vehicles, appearing in the provisional list annexed to the agreement between the manufacturing and assembly company concerned and the Customs Administration.

The aforementioned agreement shall also include the rate of return or ratios indicating the accounting and compensation mechanisms for the same or equivalent parts and accessories with regard to their respective uses during the manufacture or assembly of vehicles. Thus, this measure aims to boost the development of the automobile industry in Cameroon.

## **2- Eligibility conditions**

To benefit from the said reduction, the applicant must meet three main cumulative requirements:

- Be a vehicle manufacturing or assembly company established in Cameroon and having obtained the required administrative authorizations (Ministries in charge of Transport and Trade);
- Present an investment project for the assembly or manufacture of vehicles in Cameroon;
- Sign an agreement with the Customs Administration by which it undertakes to pass on the effects of said reduction to final consumers, by reduction to the appropriate extent in the resale price, and to respect the commitments arising from the investment project. It remains understood that in case of the non-execution of the said project, the beneficiary shall be exposed to the recovery of customs duties and taxes exempted on imports.

## **3- Duration**

The said exemption shall be valid for a period of 10 years, from January 1, 2024 to December 31 and December 31, 2033.

### **I. 2. Measures to increase Customs duties and taxes**

They concern both import and export.

#### **C- Provisions of Section Seven relating to the subjection of certain goods to import excise duties**

The aforementioned Finance Law establishes the increase in taxation on certain imported goods with an abundant local supply or so-called "luxury goods", through their subjection to *ad valorem*



excise duties. As such, the following imported goods shall be subject to the said excise duties, as follows:

Rate	Description	Customs Tariff
5 %	Cereal-based products (cornflakes for example) and food preparations obtained from cereal flakes	1904.10.00.000 and 1904.20.00.000
12,5 %	Refined vegetable oils	1507.90.00.000
		1508.90.00.000
		1509.
		1510.90.00.000
		1511.90.00.000
		1512.19.00.000
		1512.29.00.000
		1513.19.00.000
		1513.29.00.000
		1514.19.00.000
		1514.99.00.000
		1515.19.00.000
		1515.29.00.000
		1515.30.00.000
1515.50.00.000		
1515.90.00.000		
1516.20.00.000		
	Cocoa beans including those intended for use as raw material	1801.
	Industrial charcuterie, excluding foie gras which is already subject to excise duty at the rate of 25%	1602.20.10.000
	Food for dogs or cats	2309.10.00.000
	Charcoal	4402.
25 %	Wooden coffins and other wood products	4421.20.00.000 and 4421.99.00.900
	Metal furniture and fittings of the types used in offices	9403.10.00.000
	Metal furniture and fittings of the types used in offices	9403.40.00.000
	Plastic furniture	9403.70.00.000



However, the said goods, subject to *ad valorem* excise duty on import and at the same time used as industrial inputs, may be exempted from said duty in the following cases, in accordance with the provisions of Section Six Subsection 3 of the Finance Law for the 2020 financial year and of Paragraph 64 of Circular No. 00000026/C/MINFI of December 29, 2023, cited above:

- When they are used for the manufacture of other products that are subject to *ad valorem* excise duty. As such, the applicant shall produce an exemption certificate issued by the Directorate General of Taxation, or should appear on the list of companies eligible for said exemption published by the said Administration;
- When they are covered by a certificate of deficiency issued by the Ministry in charge of trade attesting to their unavailability on the local market, on the basis of an investment project for the local manufacture of the product concerned presented by the applicant. Failure to execute the investment project which motivated the issuance of the certificate of deficiency leading to exemption from excise duty within the indicated period, which cannot exceed five (05) years, shall result in the cancellation of said exemption and the recovery by the Customs Administration of the excise duty that was not paid, without prejudice to other sanctions provided for by the regulations in force.

#### **D- Provisions of Section Eight relating to the taxation of imported rice**

In order to support local production and combat the phenomenon of Cameroon being used as a simple transit corridor, the Finance Law for the 2024 financial year restores the normal rate of 20% of customs duty on imports of certain types of so-called "luxury" rice, as well as the Value Added Tax, in accordance with the provisions of Article 128 Paragraph 6 (b) New of the General Tax Code.

As such, the following are concerned:

- so-called "*parboiled rice*" which shall be classified under tariff subheading 1006.30.90.200;
- so-called "*perfumed rice*" which shall be classified under subheading 1006.30.90.300.

However, other mass consumption rice which is classified under subheadings 1006.10.10.000 to 1006.40.00.000, shall remain eligible for customs duty on import at the reduced rate of 5%, provided for in Section Two of the Finance Law for the 2017 financial year.

Tariff heading 1006.30 having been configured by default under common law in the CAMCIS Computer System, it shall be the responsibility of any person who imports rice not belonging to the categories referred to as "*parboiled rice*" or "*perfumed rice*" but which is classified in a tariff subheading of the said tariff heading, to request the additional code allowing them to benefit from taxation at the reduced rate of 5%.

It remains understood that in the event of re-export of these widely consumed rice, the differential customs duty on import of 15% shall be paid beforehand, in accordance with the provisions of Section Five Subsection 2 of the Finance Law for the 2020 financial year.

#### **E- Provisions of Section Nine relating to the taxation of exported timber**

In the continuum of actions undertaken since the Finance Law for the 2017 financial year with a view to increasing the level of local processing of wood before export, the Finance Law for the 2024 financial year has established a further increase in the export duty rate applicable to wood exported in the form of logs and in similar forms. Thus, the rate of said export duty, which was set at 60% of the FOB value of the volume of the specie by Section Ten Subsection 1 (c) of the Finance Law for the 2023 financial year, has been increases to 75% by Section Nine of the Finance law for the 2024 financial year.

However, as a bonus to companies established in industrial free zones which make investments with a view to processing wood on Cameroonian soil, the rate of export duty for wood in logs and assimilated wood transported therein shall remain set at 60% of the FOB value of the species concerned.

## **II- MEASURES RELATING TO IMPROVING THE SOCIAL CLIMATE AND THE BUSINESS ENVIRONMENT**

In order to strengthen the rights of taxpayers, Sections Ten and Eleven of the Finance Law for the 2024 financial year provide, in response to the concerns expressed by certain professional groups, legal clarifications to certain customs issues which have remained ambiguous and subject, until now, to doctrinal interpretations.

### **A- Provisions of Section Ten relating to the terms of time-bar in customs matters**

In a clarification process, the said Section recalls that the time-bar period set by Articles 398 and 399 of the CEMAC Customs Code, for the control of declarations of release for home use



and goods declarations issued in clearance of direct release undertakings and declarations of admission of goods under abeyance and/or economic procedures, is three years.

However, this three-year period shall become thirty years when the direct release undertakings and the declarations of admission of goods under abeyance and economic procedures have not yet been cleared.

Furthermore, the limitation period of thirty years generally applies to all customs operations relating to foreign trade when the Customs Administration had not been put in a position to know the existence of its rights, debt and customs taxes when they should have been paid. This is particularly the case when the taxpayer has not made a goods declaration when the goods are introduced into the national territory or when he has not carried out the discharge of direct release undertakings, or abeyance or economic procedures, within the prescribed deadlines.

As an illustration, the Cameroon Business Company, which operates in the public works sector, imports from Belgium three (3) graders, two (2) excavator front loaders and one (1) compactor, which arrive at the Port of Douala on November 02, 2019.

Given the urgency linked to the reconstruction of a collapsed bridge, the Service grants it the direct release facility for all of the said equipment, valid for a period of 30 days. After validation of the direct release undertaking on November 5, 2019, the company proceeds, with authorization from the Service, to the clearance of the two excavator front loaders by submitting a special temporary admission declaration on November 10, 2019, accompanied by that of release for home use for the payment of the first annuity, validated on November 11 of the same year. However, it fails to raise other declarations of release for home use for the payment of the subsequent annuities.

On the other hand, it clears the graders intended for resale to a partner on December 4, 2019 through the procedure of release for home use and pays the related customs duties and taxes. However, it forgets to clear the compactor, which remains in direct release procedure.

Furthermore, it also smuggled from Nigeria three (three) bulldozers introduced into Cameroon on the night of December 11, 2019. Imprudently, it records in its accounts the revenue arising from the rental of the said bulldozers, although not declared to customs when crossing borders.



On November 30, 2023, the said company was placed under post clearance audit following a mission order from the Director General of Customs. In this case, what are the respective time-bar periods applicable for the various customs declarations and direct release undertakings mentioned above?

With regard to the excavators, the time-bar is attained for the declaration of release for home use by payment of the first annuity validated on November 10, 2019, the three-year period having expired. On the other hand, notwithstanding the exceeding of this three-year period, the declaration of temporary admission validated on November 11, 2019, not completely cleared at the end of the three-year period, remains subject to the said control, its time-bar having become thirty years.

For the graders cleared by release for home use on December 4, 2019, the time-bar is attained, the three-year period having expired on the date of signature of the mission order.

For the compactor, which has remained under the cover of the direct release procedure since November 5, 2019, the control remains valid despite the expiration of the three-year period, to the extent that the direct removal undertaking has not been discharged within the prescribed period of 30 days by a goods declaration assigning a customs procedure to the said equipment. The time-bar period having become thirty years due to this non-discharge, the direct release undertaking concerned shall remain subject to all customs controls as long as it has not been regularized, within the limit of thirty years.

Regarding the bulldozers smuggled in on December 11, 2019, the control mission ordered by the Director General of Customs on November 30, 2023 is competent to take cognizance of the said operation, although the three-year period has expired, because the fraudulent entry into Cameroon did not allow the Customs Administration to be informed of the existence of its right of taxation. In any case, the limitation period shall be thirty years for all acts of smuggling.

**B- Provisions of Section Eleven relating to information on transport documents**

To limit multiple "cargo manifest modifications" upon arrival of goods, the said Section, in line with the provisions of articles 117, 122 and 124 of the CEMAC Customs Code, now obliges shipping companies, shipping agents, land carriers as well as commanders and drivers of ships,





aircrafts and any other means of transport, to indicate, on the transport documents they submit to customs offices, the following information:

- The commercial description and the tariff heading of the goods they transport; and
- The year of first registration in the case of vehicles.

As such, the latter shall be required to request the said information from the shippers of the goods destined for Cameroon, which are entrusted to them. Consequently, the inaccuracy of the information provided by the shippers of goods shall not be the responsibility of the aforementioned carriers.

In any case, the absence of the information on the transport documents filed with customs offices shall be considered as an omission to enter information in a cargo manifest and shall be deemed to be a second class simple offence. In this case, the penalties provided for in Article 465 of the CEMAC Customs Code shall apply, without prejudice to other administrative sanctions, if necessary.

**C- Provisions of Section Twelve relating to the conversion rate applicable when discharging direct release undertakings**

The said Section definitively resolves the issue of the conversion rate applicable at the time of validation of goods declarations for the discharge of direct release undertakings, which were the subject of multiple controversies.

Indeed, it specifies that when discharging direct release undertakings, the currency conversion rate applicable for the goods declarations of release for home use shall remain the same as that used when benefiting from the said facility. It doesn't matter if the conversion rate fluctuated positively or negatively.

Therefore, when the conversion rate of the foreign currency used for the direct release undertaking has changed at the time of validation of its goods declaration of clearance for home use, it will be up to the economic operator to take the necessary measures, to directly peg the said declaration to the conversion rate in effect at the time of registration of initial direct release undertaking. In the event of an administrative difficulty, the person concerned may contact the IT Division of the Directorate General of Customs.



III- MEASURES RELATING TO THE FIGHT AGAINST CUSTOMS FRAUD AND ILLICIT TRADE

In view of the constantly evolving trends of fraud, the Finance Law for the 2024 financial year sets out new rules in terms of customs controls.

A- Provisions of Section Thirteen relating to the proof of the origin of currencies and the tax situation of their holder when crossing borders

In order to encourage the use of the banking system, the use of electronic means of payment and to combat fraudulent outflows of funds, and in line with the provisions of Article 78 of Regulation No. 02/18/CEMEC/UMAC/CM of 21 December 2018 regulating foreign exchange in CEMAC, the said Section now requires natural persons who cross borders, in both directions, to declare to the competent customs services, sums in cash, in an amount greater than five million F CFA of foreign currencies and CFA Francs combined. Also, when funds exceeding the amount of 5 million CFA Francs and foreign currencies combined, are found in luggage or on a traveller who has not declared them, the said funds shall be seized and sanctions applied in accordance with the regulations in force.

In addition, the said persons shall show, in support of their declarations, proof of the lawful origin of the said funds. In this regard, supporting documents of the origin of the traveller's income, his productive capacities, his financial investments, the mission order or the mandate assigned to him, can be produced. Also, the following documents may, in a non-exhaustive and non-cumulative manner, be presented in support of the declaration of funds concerned:

- Pay slips;
- Deeds of sale of movable or immovable property having generated the resources concerned;
- Acts generating occasional income and coming from spontaneous profits;
- Employment contracts or any act in lieu thereof;
- Mission warrants accompanied by an assessment note of the amounts relating thereto;
- Monthly tax declarations, etc.

In any case, when the holders of the said funds cannot produce supporting documents proving the lawful origin of the funds, they shall be seized by the competent customs services on the basis of a seizure report. A draft confiscation decision shall immediately be prepared by the enforcement officers and sent to the Minister of Finance through hierarchical channels, accompanied by the report drawn up for this purpose.

After signing the confiscation decision by the Minister of Finance, the confiscated funds shall be paid to the Central Bank, after automatically deducting the fines imposed by the Customs Administration.

However, the fine shall not be applied when the traveller has declared the currencies he holds and has not been able to prove their legal origin. In this case, the seized funds shall be returned in full to the Central Bank without levying any fine.

#### **B- Provisions of Section Fourteen relating to the organization of mixed controls**

In view of the ever-increasing diversification of customs fields of competence and taking into account the particularity of certain sectors of activity, the said Section empowers the Customs Administration to organize joint controls with other administrations and public entities, when the aspects to be verified require specific technical skills.

These mixed controls thus stand out from the provisions of Section Seven of the Finance Law for the 2021 financial year, which authorizes the Customs Administration to engage the services of experts from public administrations, international organizations or independent persons with proven expertise, when a post clearance Customs audit requires specific knowledge.

Beyond the quest for performance, this category of controls is likely to limit the overlapping of public administration controls and strengthen the tax compliance of economic operators.

In any case, the mission warrant prescribing the said mixed controls shall be signed jointly by the Director General of Customs and the Head of the other Administration concerned, following terms of reference decided by mutual agreement between the parties, mentioning the names and ranks of the personnel designated for this purpose, as well as the period and duration of the control.

When the said mixed controls result in customs fines, the staff of other administrations and entities associated with the mixed controls concerned shall also benefit, as intervenors, from



remuneration during the distribution of the proceeds of the litigation, fines and confiscations, in accordance with the regulations in force.

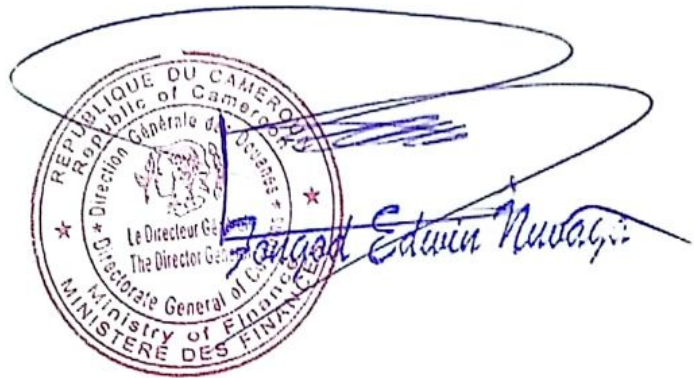
#### IV- FINAL PROVISIONS

This Circular shall take effect from January 1, 2024 and any difficulty encountered in its implementation shall be reported to me.

THE DIRECTOR GENERAL OF CUSTOMS, *de.*

Copy:

- MINFI (ATCR)
- Chiefs of Division
- Chiefs of Sector
- SGS/GUCE/CNCC/PAD/PAK/RTC
- GECAM/MECAM/SYNDUSTRICAM/CCIMA/GEX
- GEDAC/CDA/ASAC Syndicates
- AMCHAM/ EUROCHAM- UCCAM- GPAC
- File/Archives.



**APPENDIX 2**

Residual values applicable during the 2024 financial year to vehicles not listed in the Argus Automobile, in application of the combined provisions of Section Eight of the Finance Law for the 2022 financial year, of its Circular no. 007/MINFI/ DGD of January 11, 2022 and Act 3/87-CD-1323 of July 14, 1987 amending Act 20/86-CD-1323 of December 15, 1986 establishing the methods of evaluation of used motor vehicles released for home use in the customs territory

**A- For vehicles**

**1- PASSENGER VEHICLES (up to 9 seats including the driver)**

Cylinder	Type and body	Year	Residual Value (FOB)
0 – 1500 cm <sup>3</sup>	5 seats (Sedan, Break, Verso, Minivan, etc.)	0 – 2000	400 000
		2001 - 2003	524 000
		2004 - 2005	600 000
1501 – 2000 cm <sup>3</sup>	5 seats (Sedan, Break, Verso, Minivan, etc.)	0 – 2000	600 000
		2001 - 2003	636 000
		2004 - 2005	700 000
2001 – 2500 cm <sup>3</sup>	5 seats (Sedan, Break, Verso, Minivan, etc.)	0 – 2000	900 000
		2001 - 2003	1 050 000
		2004 - 2005	1 150 000
More than 2500 cm <sup>3</sup>	5 seats (Sedan, Break, Verso, Minivan, etc.)	0 – 2000	1 200 000
		2001 - 2003	1 350 000
		2004 - 2005	1 450 000
0 – 2000 cm <sup>3</sup>	6 to 7 seats (Minivan, multi-seats, etc.)	0 – 2000	656 000
		2001 - 2003	750 000
		2004 - 2005	850 000
More than 2000 cm <sup>3</sup>	6 to 7 seats (Minivan, multi-seats, etc.)	0 – 2000	1 050 000
		2001 - 2003	1 200 000
		2004 - 2005	1 300 000
0 – 2000 cm <sup>3</sup>	City SUV (4X2)	0 – 2000	1 050 000
		2001 - 2003	1 200 000
		2004 - 2005	1 300 000
2001 – 3000 cm <sup>3</sup>	City SUV (4X2)	0 – 2000	1 350 000
		2001 - 2003	1 800 000
		2004 - 2005	1 900 000
More than 3000 cm <sup>3</sup>	City SUV (4X2)	0 – 2000	1 500 000
		2001 - 2003	1 700 000
		2004 - 2005	2 000 000
0 – 2000 cm <sup>3</sup>	6 to 9 seater minibuses	0 – 2000	1 000 000
		2001 - 2003	1 350 000



		2004 - 2005	1 450 000
2001 – 3000 cm³	6 to 9 seater minibuses	0 – 2000	1 100 000
		2001 - 2003	1 500 000
		2004 - 2005	1 600 000
More than 3000 cm³	6 to 9 seater minibuses	0 – 2000	1 700 000
		2001 - 2003	1 800 000
		2004 - 2005	2 000 000

**Maritime freight:**

- Vehicles such as Sedan, Break, Verso, Minivan, Coupé, Cabriolet, Multi-seats, etc., not containerised: **230,000 FCFA / unit;**
- SUV type vehicles, not containerised: **350,000 FCFA/unit;**
- *Liteace* type vehicles, not containerised: **350,000 FCFA/unit;**
- Containerized vehicles from America and Asia: **1000,000 FCFA / 40' container and 700,000 FCFA / 20' container** (to be divided by the number of vehicles placed in the TC, without going below 250,000 FCFA per vehicle);
- Containerized vehicles from Europe: **700,000 FCFA/40' container and 600,000 FCFA/20' container** (to be divided by the number of vehicles put in the container, without going below 250,000 FCFA per vehicle).

**Road freight: 200 000 FCFA / unit.**

Remark: Vehicle brands from Paragraph 2 are excluded from Paragraph 1.

**2- PASSENGER VEHICLES SUBJECT TO SPECIAL TREATMENT**

GROUP A			Year	Residual Value (FOB)	Remarks
MERCEDES, BMW, AUDI, VOLKSWAGEN	Class A & B, SERIES 1 to 3 A1 to A6 GOLF, PASSAT,	BREAK & SEDAN	0 - 2000	700 000	
			2001 - 2003	1 050 000	
			2004 - 2005	1 200 000	
MERCEDES, BMW, AUDI, VOLKSWAGEN	CLASS C - E SERIES 3 to 5 A1 to A6 GOLF, PASSAT,	BREAK & SEDAN	0 - 2000	1 050 000	
			2001 - 2003	1 500 000	
			2004 - 2005	1 600 000	
MERCEDES, BMW, AUDI, VOLKSWAGEN, TOYOTA	ML 250 to 400, Q7, X3, X5, TOUAREG, LAND CRUISER V6	4 X 4	0 - 2000	1 750 000	
			2001 - 2003	2 200 000	
			2004 - 2005	2 300 000	
<b>GROUP B</b>					
AUDI, BMW,	RS4 XK8		0 - 2000	1 900 000	
			2001 - 2003	2 500 000	

JAGUAR, MERCEDES, TOYOTA, VOLKSWAGEN, ETC.	CL Coupé, ML 500, S 500 LAND CRUISER V8 MULTIVAN ETC.		2004 - 2005		2 700 000
--	--	--	-------------	--	-----------

**Maritime freight:**

- Vehicles, not containerised: 230,000 FCFA / unit;
- SUV type vehicles, not containerised: 350,000 FCFA/unit;
- Containerized vehicles from America and Asia: 1000,000 FCFA / 40' container and 700,000 FCFA / 20' container (to be divided by the number of vehicles placed in the TC, without going below 250,000 FCFA per vehicle);
- Containerized vehicles from Europe: 700,000 FCFA/40' container and 600,000 FCFA/20' container (to be divided by the number of vehicles put in the container, without going below 250,000 FCFA per vehicle).

**Road freight:** 200 000 FCFA / unit.

**Remarks:**

- Mercedes G class vehicles, collector's vehicles and similar vehicles shall be evaluated using evaluation reference documents, in particular Act 3/87-CD-1323 of July 14, 1987 referred to above and car dealership websites, regardless of the year of first registration;
- The FOB value of merchant sites shall be prioritized for motor vehicles such as ambulance cars, hearse cars, camping minibuses, etc.

**3- LIGHT UTILITY VEHICLES**

	Type	Cylinder	Year	Residual Value (FOB)
<b> MITSUBISHI L200,  TOYOTA HILUX,  NISSAN NAVARA,  ISUZU, ETC </b>	<b> SINGLE CABINE </b>	0 – 2500 cm <sup>3</sup>	0 – 2000	1 350 000
			2001 – 2003	1 600 000
			2004 – 2006	2 000 000
			2007 - 2010	2 500 000
		2501 – 3000 cm <sup>3</sup>	0 – 2000	1 750 000
			2001 – 2003	2 000 000
			2004 – 2006	2 500 000
			2007 - 2010	3 000 000
	<b> XTRA CAB  REGULAR CAB </b>	0 – 2500 cm <sup>3</sup>	0 – 2000	1 500 000
			2001 – 2003	1 700 000
			2004 – 2006	2 100 000
			2007 - 2010	2 700 000
2501 – 3000 cm <sup>3</sup>		0 – 2000	1 750 000	
		2001 – 2003	2 500 000	

			2004 – 2006	3 000 000
			2007 - 2010	4 000 000
	DOUBLE CABINE	0 – 2500 cm <sup>3</sup>	0 – 2000	1 500 000
			2001 – 2003	1 650 000
			2004 – 2006	2 200 000
			2007 - 2010	2 700 000
		2501 – 3000 cm <sup>3</sup>	0 – 2000	1 750 000
			2001 – 2003	3 000 000
			2004 – 2006	4 000 000
			2007 - 2010	5 000 000
TOYOTA, MITSUBISHI, NISSAN	DYNA 100 to 300, CANTER, CAB STAR		0 – 2000	1 100 000
			2001 – 2003	1 500 000
			2004 – 2005	1 700 000
	DYNA 350 AND ABOVE		0 – 2000	1 400 000
			2001 – 2003	1 600 000
			2004 – 2005	1 900 000
TOYOTA, MITSUBISHI, NISSAN, MERCEDES, ETC	HIACE, SPRINTER, VITO, URBAN, M100, ETC.		0 – 2000	1 200 000
			2001 – 2003	1 300 000
			2004 – 2005	1 400 000

#### Maritime freight:

- Pick-up type utility vehicles, not containerised: **350,000 FCFA/unit**;
- Dyna type utility vehicles, not containerised: **500,000 FCFA / unit**;
- Hiace type vehicles, not containerised: **500,000 FCFA/unit**;
- Containerized Pick-up and Dyna type utility vehicles from America and Asia: **1000,000 FCFA / 40' container and 700,000 FCFA / 20' container** (to be divided by the number of vehicles put in the container , without going below 250,000 FCFA per vehicle);
- Containerized Pick-up and Dyna type utility vehicles from Europe: **700,000 FCFA / 40' container and 600,000 FCFA / 20' container** (to be divided by the number of vehicles put in the container, without going below of 250,000 FCFA per vehicle).

#### Road freight: 200 000 FCFA / unit.

**Remarks:** Light utility vehicles with a cylinder capacity greater than 3000 cm<sup>3</sup> shall be evaluated using evaluation reference documents, in particular Act 3/87-CD-1323 of July 14, 1987 referred to above and car dealership websites regardless of the year of first circulation.

#### 4- TRUCKS

	From 5 to 9 Tonnes	From 10 to 14 Tonnes	From 15 to 19 Tonnes	From 20 to 25 Tonnes	From 26 to 30 Tonnes	From 31 to 35 Tonnes	From 36 to 40 Tonnes	More than 40 Tonnes
2010	3 500 000	4 500 000	5 000 000	5 500 000	6 000 000	6 500 000	7 000 000	7 500 000
2008-2009	3 000 000	4 000 000	4 500 000	5 000 000	5 500 000	6 000 000	6 500 000	7 000 000
2006-2007	2 500 000	3 500 000	4 000 000	4 500 000	5 000 000	5 500 000	6 000 000	6 500 000
2004-2005	2 000 000	3 000 000	3 500 000	4 000 000	4 500 000	5 000 000	5 500 000	6 000 000
2001-2003	1 600 000	2 500 000	3 000 000	3 500 000	4 000 000	4 500 000	5 000 000	5 500 000
1991-2000	1 250 000	2 000 000	2 500 000	3 000 000	3 500 000	4 000 000	4 500 000	5 000 000





0-1990	1 000 000	1 250 000	1 750 000	2 750 000	3 000 000	3 500 000	4 000 000	4 500 000
--------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------

**Maritime freight:** Trucks, whether or not containerised: 1 000 000 FCFA / Unit .

**Road freight:** 400 000 FCFA / unit

**Remarks:**

- The FOB value of trucks of Chinese origin shall be determined from dealership websites,
- The FOB value shall be determined from dealership websites for special purpose motor vehicles and other goods transport vehicles such as concrete mixer trucks, automobile derricks for surveying or drilling, spreader cars, self-propelled dumpers, garbage trucks, ampliroll trucks, tow trucks, sewer jettors, ladder cars, etc., which carry out their own loading operations by themselves;
- The FOB value of UNIMOG and TRM, 4X2 and 4X4 (4 wheels) shall be 2,500,000 FCFA,
- The FOB value of UNIMOG and TRM, 6X2 and 6X4 (6 wheels) shall be 3,000,000 FCFA;
- An adjustment of 10% of the FOB value shall be made on so-called Public Works dump trucks;
- An adjustment of 500,000 FCFA shall be made on the FOB value of refrigerated trucks and trucks of 26 Tonnes and above;
- An adjustment of 500,000 FCFA shall be made on the FOB value of truck cranes of less than 20 tonnes and 1,000,000 FCFA on those of more than 20 Tonnes;
- TRM 10,000 shall be subject to evaluation according to the dealership websites, regardless of the year of first registration.

**5- ROAD TRACTORS**

	From 0 to 17 Tonnes	From 18 to 19 Tonnes	From 20 to 23 Tonnes	From 24 to 25 Tonnes	From 26 to 30 Tonnes	Above 30 Tonnes
2010	6 500 000	7 000 000	8 250 000	9 500 000	10 000 000	10 500 000
2008-2009	6 000 000	6 500 000	7 750 000	9 000 000	9 500 000	10 000 000
2006-2007	5 500 000	6 000 000	7 250 000	8 500 000	9 000 000	9 500 000
2004-2005	4 500 000	5 000 000	5 250 000	5 750 000	6 000 000	6 250 000
2001-2003	4 000 000	4 250 000	4 500 000	4 650 000	4 750 000	5 250 000
1996-2000	2 600 000	2 900 000	3 100 000	3 250 000	3 750 000	4 250 000
0-1995	1 500 000	1 750 000	1 800 000	1 900 000	2 000 000	2 500 000

**Maritime freight:** Road tractors, whether or not containerised: 1 000 000 FCFA / Unit.

**Road freight:** 400 000 FCFA / unit.

**6- TRAILERS AND SEMI- TRAILERS**

Body types	Year	Residual Value (FOB)
Flatbed, Single van, Flexible sliding walls, Container carrier, etc...	0 – 2003	1 000 000
	2004 – 2007	1 600 000
	2008 - 2009	2 000 000
	2010	2 500 000
Isothermal van, Refrigerated van, Dumpster, etc...	0 – 2003	1 200 000
	2004 – 2007	1 800 000
	2008 - 2009	2 300 000
	2010	2 800 000
Tankers	0 – 2003	2 000 000
	2004 – 2007	3 000 000
	2008 - 2009	5 000 000

	2010	5 500 000
--	------	-----------

**Maritime freight:** Trailers and semi-trailers, whether or not containerised: 1 000 000 FCFA / Unit.

**Road freight:** 400 000 FCFA / unit.

**Remarks:** An adjustment of 500,000 FCFA shall be made to the FOB value of refrigerated vans and container carriers.

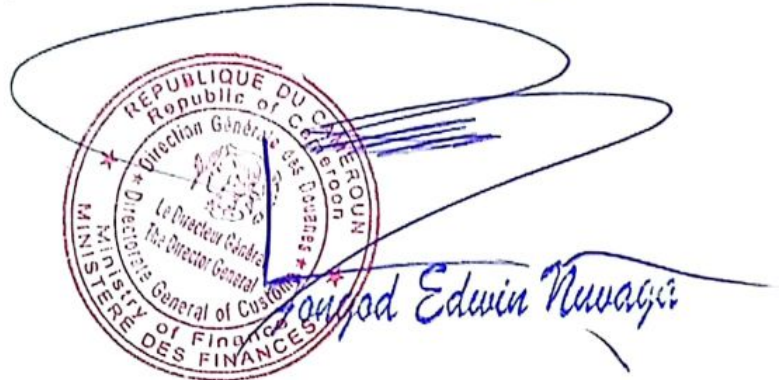
#### 7- BUSES AND COACHES

	From 10 to 19 Seats	From 20 to 30 Seats	From 31 to 50 Seats	From 51 to 70 Seats	More than 70 Seats
2010	5 000 000	6 500 000	7 500 000	9 500 000	11 500 000
2007-2009	4 500 000	6 000 000	7 000 000	9 000 000	11 000 000
2002-2006	3 500 000	5 000 000	6 000 000	8 000 000	9 000 000
1993-2001	2 500 000	4 000 000	5 000 000	7 000 000	8 000 000
0-1992	1 500 000	3 000 000	4 000 000	6 000 000	7 000 000

**Maritime freight:** Buses and coaches, whether or not containerised: 1 000 000 FCFA / Unit.

**Road freight:** 400 000 FCFA / unit.

**Remarks:** The FOB value of buses of Chinese origin shall be determined from car dealership websites. *de.*





**CUSTOMS UNDERTAKING**

The undersigned Company \_\_\_\_\_

NIU : \_\_\_\_\_ P.O. Box \_\_\_\_\_ Town \_\_\_\_\_

E-mail : \_\_\_\_\_ Object \_\_\_\_\_

Trade Register N° \_\_\_\_\_

Represented by Mr/Mrs \_\_\_\_\_

Hereby undertakes, under legal penalties vis-à-vis the Customs Administration, to pass on to the final consumer the effects of the exemption from customs duties and taxes granted, in accordance with the provisions of Sections Five and Six of the Finance Law for the 2024 financial year, for the importation of the goods listed in the table below:

N°	Description of goods	Customs tariff	Sales price including customs duties and taxes applied before the exemption	Sales price without customs duties and taxes to be applied after the exemption
1				
2				
3				
4				
5				
6				

*(Use a separate sheet to complete the list of goods if necessary)*

Failure to comply with this undertaking exposes the company to the recovery of unassessed customs duties and taxes on imports, in accordance with the provisions of Article 333 of the CEMAC Customs Code, without prejudice to other sanctions provided for by the regulations in force.

Done in .....on..... 2024

**For the Company**

**For the Customs Administration**

Signature

Stamp

Signature

Stamp